



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Ministère de la Transition écologique, de la
Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche**

Direction de la mer et du littoral de Corse

Révision du décret de la réserve naturelle de Scandola

Arrêté préfectoral n°R20-2024-11-25-0002 portant ouverture d'enquête
publique en date du 25 novembre 2024

Observations du responsable du
projet suite à la transmission du
procès-verbal de synthèse des
observations formulées lors de
l'enquête publique

(R-123-18 du code de l'environnement)

14 Mars 2025

Table des matières

Préambule.....	3
1) L'enquête publique, une étape à part entière du processus de concertation.....	4
2) La donnée scientifique et l'état de la biodiversité.....	5
3) Les précisions du maître d'ouvrage concernant les propositions.....	6
3.1. Actions relevant de la compétence du gestionnaire et du futur plan de gestion de la réserve naturelle de Scandola.....	6
3.2. Situations déjà prévues par le projet de décret ou par d'autres réglementations.....	6
4) Les précisions du maître d'ouvrage par thématique.....	7
4.1. La gestion de la fréquentation.....	7
4.2. La sécurité.....	8
4.3. Les modalités de protection du Balbuzard pêcheur.....	9
4.4. Les moyens de contrôle.....	10
4.5. La pêche.....	11
4.6. L'extension du périmètre de la réserve.....	12
5) Les questions et demandes de précision de la commission d'enquête.....	13
5.1. Les documents de gestion, les données Balbuzard pêcheur, les mesures d'information et de sensibilisation des publics ; et les chiffres de contrôle.....	13
5.2. La définition d'un abri côtier.....	14
5.3. Les survols en hélicoptère dans le secteur de l'Elpa Nera.....	15
5.4. Translocation de balbuzards pêcheur.....	16
5.5. Les prospections en hydrocarbures.....	16

Préambule

L'article R-123.18 du code de l'environnement stipule :

« Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations. »

Le présent document rassemble les observations du Préfet de Corse à la suite de la transmission du procès-verbal de synthèse des observations formulées lors de l'enquête publique relative au projet de révision du décret de la réserve naturelle de Scandola. Le contenu du document vise à éclairer la commission d'enquête sur les données utilisées pour concevoir le rapport d'enquête publique, sur le processus dans lequel s'intègre cette enquête publique et sur le champ de compétences de chacune des parties prenantes. Le cas échéant, des renvois au rapport d'enquête publique et à ses annexes ; ainsi que des apports réglementaires sont faits.

Avec la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 sur la Corse, le législateur a doté la Collectivité de Corse de compétences élargies dans le domaine de la protection et la mise en valeur des espaces naturels. La gestion des 6 réserves naturelles nationales en Corse créées par l'État préalablement à cette loi, dont la réserve naturelle de Scandola, a ainsi été transférée à la Collectivité de Corse. En plus de la gestion, elle a en charge le contrôle administratif et financier de ces réserves, tâche qu'elle a confiée à l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC). La gestion de la réserve naturelle de Scandola a été confiée au Parc Naturel Régional de Corse (PNRC) avec notamment pour mission l'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion.

Conformément aux dispositions de l'article L.332-2-2 du code de l'environnement, la modification de la réglementation d'une réserve naturelle classée en Corse par l'État est prononcée dans les conditions prévues pour les réserves naturelles nationales. La réserve naturelle de Scandola rentre donc dans ce cadre.

Selon l'article R.332-14 du code de l'environnement, cette modification fait l'objet des mêmes modalités d'enquête et de consultation, et des mêmes mesures de publicité que celles qui régissent les décisions de classement. Par conséquent, l'État est en charge de la révision du décret. La révision du décret est instruite au niveau local par le préfet de Corse avec l'appui du préfet Maritime de la Méditerranée, avec le concours de la Direction de la Mer et du Littoral de Corse, et relayée au plan national par la Direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB) du Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche.

1) L'enquête publique, une étape à part entière du processus de concertation

Plusieurs observations déposées sur le registre dématérialisé ou sur registre papier font état d'un manque de concertation autour du projet de révision dont notamment le courrier commun des maires des communes de Piana, Ota, Serriera et Galeria (pages 8-9 du PV des observations) et la délibération du conseil municipal d'Osani (pages 9-10 du PV des observations)

Par ailleurs, page 16, paragraphe 2.6.3, la commission d'enquête indique : « *la majorité souligne le « manque de concertation au projet présenté » (Obs.178- 488) : une nécessaire concertation est souhaitée (obs. 101-501) »*

D'une part, il convient ici de se reporter au rapport d'enquête publique (pièce n°1 du dossier d'enquête publique) qui fait état, dans sa première partie (cf paragraphe D, pages 12-13) de la concertation menée préalablement à l'enquête publique. Depuis 2022, de nombreuses réunions ont ainsi été organisées avec les acteurs locaux et parties prenantes concernés. En outre, le 10 juin 2024, une réunion institutionnelle en présence du Préfet maritime de la Méditerranée et du Président de l'OEC a permis d'échanger sur le projet de révision qui serait porté à l'enquête publique conformément à l'avis intermédiaire du CNPN en date du 23 avril 2024.

D'autre part, l'enquête publique qui s'est tenue du 8 janvier au 12 février 2025 s'inscrit pleinement dans la poursuite du processus de concertation engagé depuis 2022 et visait à recueillir l'avis du public sur le projet avant qu'une décision sur les suites à donner soit prise par le ministère en charge de la protection de la nature. Avec plus de 7000 personnes ayant consulté le registre dématérialisé et 545 contributions, l'enquête publique a donné une véritable opportunité au public de participer au projet de révision du décret de la réserve naturelle de Scandola, et a permis de recueillir de nombreux avis, propositions et contre propositions. L'enquête publique qui constitue par définition un moment d'échange et de concertation où le projet présenté est débattu, a donc, de ce point de vue, bien rempli son rôle. La réunion d'information et d'échange avec le public qui s'est tenue le 17 janvier visait quant-à-elle à favoriser la participation du public et les échanges autour du projet. Elle a réuni une centaine de personnes. L'enquête publique s'intègre donc bien dans le processus de concertation et en constitue une étape à part entière et non une finalité.

En parallèle, dans le cadre des consultations locales prévues par le code de l'environnement (R332-2) simultanément à l'enquête publique, les administrations civiles et militaires, le préfet Maritime, les collectivités territoriales ou encore, le Conseil maritime de Façade de Méditerranée (CMF) sont consultés. A ce titre, les communes d'Osani et de Galeria ainsi que les intercommunalités auxquelles elles appartiennent (Spelunca-Liamone et Calvi-Balagne respectivement) ont été consultées.

Tous les éléments d'appréciation locale recueillis, lors de l'enquête publique et des consultations locales, feront *in fine* l'objet d'une synthèse à destination de la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche. Il lui appartiendra ensuite de consolider le projet de décret révisé.

2) La donnée scientifique et l'état de la biodiversité

Dans le paragraphe 2.6.1 (page 14 du PV des observations), la commission d'enquête indique « *la perte de la biodiversité fait débat : Certaines observations, remettent en cause la perte de biodiversité décrite par les études scientifiques.* »

Il est par ailleurs fait état dans le paragraphe 2.6.4 du procès-verbal des observations que « *les termes de "sur-fréquentation et d'hyper-fréquentation" font débat (Obs. de l'OEC sur la base de comptage)* » et que « *Les chiffres avancés pour témoigner de la fréquentation sont même qualifiés de « farfelus » (obs. 182)* ».

Le rapport d'enquête publique a été élaboré sur la base d'une vingtaine de publications et rapports scientifiques disponibles au moment de la rédaction, qui ont été assemblées et organisées pour fluidifier la lecture. L'ensemble des documents cités sont disponibles en annexes et chaque donnée ou affirmation scientifique a été sourcée pour une compréhension optimale du document et pour permettre au public de poursuivre ses recherches si cela était souhaité.

Après des alertes successives, la perte du diplôme européen des espaces protégés de la convention de Berne en 2020 est venue confirmer l'urgence environnementale que connaît la réserve naturelle. Cette même année, une auto-saisine du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPV) sous la forme d'une motion venait alerter le ministère en charge de la protection de la nature sur les pressions qui pesaient toujours sur le patrimoine naturel de la réserve naturelle de Scandola (annexe 9 du rapport d'enquête publique).

En outre, concernant la notion d'hyper-fréquentation ; quand bien même ils font débat, ce ne sont pas seulement les chiffres qui caractérisent ce phénomène, mais bien la mise en lumière des impacts de cette fréquentation sur le patrimoine naturel qui ont été caractérisés par de nombreuses études et publications scientifiques, notamment celle du GIS posidonie en 2019 (annexe 4 du rapport d'enquête publique).

Par conséquent, en réponse à ces constats et ces alertes, le projet soumis à enquête publique a positionné la protection du patrimoine naturel à un niveau très élevé conformément aux attentes du CNPN, du Gouvernement et de l'Assemblée de Corse.

En effet, il convient de rappeler que dans sa délibération en date du 19 novembre 2021 demandant la modification du décret de 1975 (annexe 10 du rapport d'enquête publique), l'Assemblée de Corse reconnaissait les pressions pesant sur la biodiversité et inscrivait dans les « considérant » que :

- « *cette décision a été motivée, principalement, par la non extension de la réserve et la mauvaise gestion du flux touristique qui a des conséquences sur la biodiversité du site et principalement les balbuzards pêcheurs, oiseaux emblématiques du littoral corse* »
- « *la plaisance nautique est considérée comme un des principaux facteurs de perturbation pour les communautés biologiques, notamment à cause de l'impact mécanique des ancrages, ces derniers étant potentiellement nocifs pour les herbiers à Posidonia oceanica des fonds des baies abritées, où se dirigent habituellement les bateaux de plaisance* »

L'amélioration des connaissances et la poursuite des suivis scientifiques sous le contrôle du gestionnaire de la réserve (cf Obs.492 déposée par l'OEC proposant des pistes d'amélioration des connaissances) seront par la suite essentielles pour optimiser la gestion

et évaluer son efficacité. Ces missions font d'ailleurs partie intégrante du rôle du gestionnaire.

Ainsi, au delà du décret, c'est bien le futur plan de gestion de la réserve naturelle qui permettra d'établir une feuille de route opérationnelle et de définir, sur le plan opérationnel, la trajectoire future de cet espace protégé. A ce titre, il apparaît primordial que la réserve se dote sans délais d'un plan de gestion à 10 ans.

3) Les précisions du maître d'ouvrage concernant les propositions

3.1. Actions relevant de la compétence du gestionnaire et du futur plan de gestion de la réserve naturelle de Scandola

Plusieurs observations formulées lors de l'enquête publique et reprises dans le procès-verbal des observations sont sans rapport direct avec le projet de révision et relèvent de la gestion opérationnelle de la réserve naturelle de Scandola voire, à une plus grande échelle, de la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 Calvi-Cargèse qui couvre une grande partie de la façade Ouest de la Corse:

- « Étudier la possibilité de mettre en place un système de dénombrement des individus d'espèces dont les effectifs sont préoccupants par des visiteurs volontaires afin de responsabiliser les groupes, les jeunes et moins jeunes » ;
- « Mener une réflexion sur la plaisance et la gestion au niveau de l'ensemble de la côte » ;
- « Solliciter les pêcheurs professionnels « pour pratiquer par sondage et de manière périodique des dosages de résidus de pesticides et polluants, de micro plastiques dans les tissus et viscères d'espèces choisies pour leur représentativité de biotopes particuliers » ;
- Définir les « moyens mis en œuvre pour l'information et la sensibilisation des publics ».

Ces contributions pourront utilement être reprises par le gestionnaire lors de la concertation qui sera menée pour l'élaboration du prochain plan de gestion.

3.2. Situations déjà prévues par le projet de décret ou par d'autres réglementations

- Utilisation d'instruments sonores

Concernant la contribution n° 469 liée à l'utilisation des klaxons, cornes de brume et autres instruments sonores, le projet de décret révisé vise à interdire ces pratiques, cf. article 8 :

« Il est interdit :

4. De troubler la tranquillité des lieux par toute perturbation sonore ou lumineuse, hormis le bruit généré par la stricte navigation des navires. »

Cette interdiction était déjà par ailleurs en vigueur dans le décret de 1975 (cf article 10, alinea 4 interdisant de « troubler le calme et la tranquillité des lieux en utilisant un appareil radio ou tout autre instrument sonore »). La rédaction a été modernisée avec une terminologie plus englobante.

En outre, la nouvelle rédaction proposée est conforme à l'article 4 de l'A.P n°172/2021 du 6 juillet 2021 de préfet maritime « encadrant les différentes pratiques dans la mer territoriale et les eaux intérieures françaises de la Méditerranée » : « *l'émission par un navire de bruit au-dessus de la surface de la mer doit se limiter à celui correspondant à son mode normal de navigation* ».

En conséquence, ces pratiques sont d'ores et déjà interdites et peuvent faire l'objet de verbalisations.

- Réglementation selon le type d'embarcation et interdiction du jet-ski dans la réserve

La modernisation du décret supprime la mention « navigation libre » instituée par l'article 18 du décret de 1975, qui constituait une source de difficultés pour la mise en œuvre de réglementations maritimes.

Concernant les contributions 19 et 270 relatives à la mise en œuvre d'une réglementation selon les types de bateau, et l'observation 454 relative à l'interdiction d'accès aux jet-ski ; l'article 22, alinea 2 du projet de décret révisé laisse la possibilité au préfet maritime de réglementer la navigation après avis du comité consultatif. Ainsi, sur initiative du gestionnaire et à l'appui d'un argumentaire en terme d'impacts sur le patrimoine naturel, de telles pratiques pourraient faire l'objet de réglementations complémentaires par arrêté préfectoral.

Cet article vise aussi à permettre de contingenter l'accès à la réserve naturelle par un système de licence afin de réguler les pressions de l'hyper-fréquentation nautique, conformément à l'article L.360-1 du code de l'environnement (issu de la loi Climat et Résilience de 2021).

En outre, le code de l'environnement permet l'interdiction ou l'encadrement des activités pour mieux protéger le patrimoine naturel :

L'article L332-3 du code de l'environnement dispose que : « *I. - L'acte de classement d'une réserve naturelle peut soumettre à un régime particulier et, le cas échéant, interdire à l'intérieur de la réserve toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore, au patrimoine géologique et, plus généralement, d'altérer le caractère de ladite réserve.* »

Enfin, concernant les jet-ski, il convient de rappeler que la navigation de ces engins est interdite dans la bande côtière des 300 mètres qui représente près de 60 % du périmètre de la réserve. La limitation de la vitesse à 5 nœuds sur l'ensemble du périmètre de la réserve devrait par ailleurs sensiblement limiter cette pratique.

4) Les précisions du maître d'ouvrage par thématique

4.1. La gestion de la fréquentation

Plusieurs propositions pour gérer la fréquentation de la réserve et réglementer son accès émanent des contributions portées à l'enquête publique (cf paragraphe 2.6.4 du PV des observations) :

Licences, quotas, réservations, labellisation, agrément, seuils journaliers, horaires de passages aménagés, droit d'accès, accès différencié pour les résidents des communes de la réserve, adaptations aux variations de fréquentation ...

Les nouvelles possibilités d'action pour le gestionnaire concernant la limitation de l'accès maritime ont été décrites dans la quatrième partie du rapport d'enquête publique (page 68 et suivantes). A l'appui de celui-ci, le présent document reprecise donc les compétences de chacun.

Pour commencer, il convient de rappeler que grâce à la suppression de la mention « *la navigation est libre* », la révision du décret permettra un retour au droit commun et donc l'application des mesures prévues par la loi « Climat et Résilience » au sujet de la régulation de l'hyper-fréquentation des espaces naturels.

L'article L.360-1 du code de l'environnement constitue un fondement juridique pour acter cette mesure. Il crée une police administrative spéciale donnant compétence au préfet Maritime pour réglementer l'accès par la mer aux espaces naturels afin de prévenir « l'hyperfréquentation » touristique. La mise en place d'un système de gestion de la fréquentation peut donc entièrement reposer sur les fondements législatifs du L.360-1, et n'implique pas d'article spécifique au sein du décret révisé.

Bien que le préfet Maritime soit l'autorité compétente pour acter officiellement cette restriction en mer, le gestionnaire tient un rôle central dans la démarche : il en porte l'initiative. Il a notamment pour rôle de rassembler et collecter des données liées à la fréquentation de la réserve, aux activités socio-économiques, et à la capacité de charge.

La mise en œuvre d'un système de gestion de la fréquentation relève bien de la compétence du gestionnaire et a été par conséquent dissociée de la révision du décret qui relève de la compétence de l'État. Néanmoins, il convient de souligner que le décret révisé crée les conditions favorables à la mise au point d'un système de contingentement de l'accès maritime à la réserve naturelle par l'OEC et le PNRC.

Dès lors qu'un outil sera élaboré, le projet pourra être proposé par le gestionnaire pour validation auprès de son comité consultatif. Par la suite, un arrêté du préfet Maritime actera la mise en place du système retenu et scellera l'accord entre les acteurs du territoire.

4.2. La sécurité

Plusieurs observations portées à l'enquête publique concernent le volet sécuritaire notamment le passage à l'Ouest de la passe de Gargalo qui serait rendu obligatoire par la mise en place de la zone de protection intégrale édictée par l'article 4 du projet de décret révisé.

Le paragraphe 2.6.3 du procès-verbal des observations relate ainsi : « *les nouvelles interdictions (ZPI, ZPR) ne sont pas toutes comprises (Obs.88) et n'apparaissent pas pour eux justifiées notamment au regard de la sécurité de navigation (Obs. 342-116-295)* ». Dans leur contribution, l'association des bateliers de Scandola (pages 12-13 du procès-verbal) évoque quant-à-elle l'impact du projet « *sur la sécurité en mer (passe de Gargalo)* » et le PNRC « *pose la question de la sécurité en cas d'interdiction de circulation dans la partie intégrale de la réserve.* »

D'une part, il convient de préciser que dès le commencement du processus de révision du décret, la préfecture maritime de la Méditerranée a été étroitement associée. Un représentant a par ailleurs assisté à la réunion d'échanges et d'information du public. Conformément au code de l'environnement (R332-2), la Préfecture maritime a été officiellement consultée sur le projet. Son avis sera versé à la synthèse des avis (intégrant le rapport de la commission d'enquête et les avis émis lors des consultations locales) et transmis au ministère en charge de la protection de la nature pour décisions sur les suites à donner.

D'autre part, dans l'attente de cet avis, il convient d'indiquer que la passe de Gargalo constitue un passage étroit qui peut même s'avérer dangereux dans certaines conditions météorologiques (agitation de la mer, hauts-fonds, risque d'avarie, risque d'abordage entre les navires). Ainsi, compte-tenu des caractéristiques structurelles de la passe mais également au regard de la densité du trafic maritime qui peut s'avérer particulièrement importante en saison estivale, le report de la navigation à l'ouest de l'île de Gargalo permettra d'améliorer la sécurité maritime dans le secteur. Les professionnels et les plaisanciers sont par ailleurs responsables d'adapter et de planifier leur navigation au regard des conditions météorologiques et de la réglementation en vigueur. L'impossibilité de contourner la passe, en raison de mauvaises conditions météorologiques annoncées, devrait par conséquent amener les pilotes à revoir leur itinéraire de navigation dès le départ du port d'attache. Pour finir, il convient de rappeler que la vie humaine prévaut sur le reste. De ce fait, la mise en œuvre d'une zone de protection intégrale dans ce secteur ne supprime pas la possibilité de s'y abriter (en fonction des capacités de l'équipage et des caractéristiques du navire) en cas de danger imminent pour la vie humaine.

La notion de distance à un abri côtier au regard du permis côtier et des pratiques des plaisanciers est développée en paragraphe 5.2.

4.3. Les modalités de protection du Balbuzard pêcheur

Les modalités de protection du Balbuzard pêcheur ont fait l'objet de nombreuses contributions. En outre, certaines contributions rejetant les modalités de protection retenues ont été mises en lumière dans le procès-verbal de synthèse produit par la commission d'enquête, dont notamment :

- en paragraphe 2.2. le courrier commun des maires des communes de Piana, Ota, Serriera et Galeria indiquant : *« l'interdiction de naviguer à proximité de nids de Balbuzards, de manière définitive, même s'ils sont abandonnés, illustre à leurs yeux la régression de ce projet car le principe actuel permet de s'adapter à l'occupation des nids »*
- en paragraphe 2.5. le courrier de l'association des bateliers de Scandola indiquant : *« La sanctuarisation de nids inoccupés (interdiction du 15 février au 31 août) constitue une aberration ».*

Il apparaît tout d'abord utile de préciser que sur le territoire Corse, d'autres outils plus pérennes que la prise d'arrêtés préfectoraux annuels par le préfet Maritime ont déjà été retenus et sont mis en vigueur depuis plusieurs années. En effet, depuis 2021, les 4 nids de Balbuzard pêcheur dans le secteur Ajaccio-Calcatoggio (dont 1 au sein du site Natura 2000 du Golfe d'Ajaccio) et les 5 nids au sein du Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate sont protégés par arrêté de protection du biotope. Entre le 1^{er} mars et le 14 août (Ajaccio-Calcatoggio), et entre le 1^{er} mars et le 31 août (Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate) de chaque année, des zones de quiétude en mer et à terre autour des nids sont ainsi instaurées.

La réserve naturelle nationale constitue l'outil de conservation de la nature ayant le statut le plus protecteur en droit de l'environnement en France. Par conséquent, la révision du décret de la réserve doit se positionner explicitement sur cette question en proposant une protection pérenne du Balbuzard pêcheur dans le périmètre de cet espace protégé. La situation critique du Balbuzard pêcheur appelle une réponse à la hauteur des enjeux d'envergure nationale (plan d'action national en vigueur pour la période 2019-2029) et cohérente avec le statut de l'espace protégé. Les causes qui expliquent la chute du succès reproducteur sont multiples. Si certaines sont possiblement naturelles et difficilement maîtrisables par la mise en œuvre de mesures de gestion ; d'autres sont d'origine anthropique par le dérangement des oiseaux et peuvent faire l'objet d'une régulation des pressions.

Les 7 nids ayant fait l'objet d'une proposition de zone de protection renforcée dans le projet de décret sont les nids référencés par l'Office de l'Environnement de la Corse dans les suivis ornithologiques qu'il coordonne. Les modalités de protection proposées en termes de rayon de protection (250 mètres) et de période (15 février au 31 août) s'appuient par ailleurs sur de nombreuses publications scientifiques citées dans le rapport d'enquête publique. Après présentation de certaines de ces études scientifiques aux membres du Conseil scientifique de la réserve naturelle de Scandola en 2019, ces derniers ont d'ailleurs également retenu un rayon de 250 mètres pour la mise en œuvre des zones de quiétude (compte-rendu du conseil scientifique de juin 2019, annexe 2 du rapport d'enquête publique).

Le texte proposé positionne donc la protection du patrimoine naturel à un niveau très élevé conformément aux attentes du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) formulées dans son avis détaillé d'avril 2024, .

4.4. Les moyens de contrôle

En paragraphes 2.2 et 2.6.12, la commission d'enquête fait état des contributions relatant les questionnements au sujet des moyens pour faire appliquer ce décret, dont notamment les observations suivantes :

- OE3 – Maire de Partinello : *« s'interroge sur les moyens essentiels au contrôle et à qui ils se verraient confier : gestionnaire du site, gendarmerie maritime... »*
- OE5 – Monsieur Michel Luciani, habitant de Girolata : *« estime que sans moyens adéquats, la réglementation ne pourra être appliquée »*

D'une part, il est utile de rappeler que les contrôles environnementaux au sein d'un espace naturel protégé incombent en priorité au gestionnaire de cet espace et doivent permettre de préserver les enjeux environnementaux qu'il a en responsabilité et qui sont inscrits au sein d'un plan de gestion. Ici, il s'agit donc du PNRC.

Ainsi, comme la Collectivité de Corse dispose de compétences élargies dans le domaine de la protection et la mise en valeur des espaces naturels ; il conviendra effectivement que des moyens à hauteur des enjeux environnementaux (site UNESCO) soient déployés. Dans ce contexte, il apparaît important de rappeler que la gestion opérationnelle de la réserve naturelle de Scandola relève du PNRC qui dispose de moyens nautiques et d'agents assermentés. Il conviendra donc que le plan de contrôle ainsi que les mesures de communication et de sensibilisation soient détaillés dans le futur plan de gestion de la réserve à 10 ans. En outre, des dispositifs de suivi de la biodiversité et des pressions devront être mis en œuvre pour évaluer l'efficacité de la gestion.

Les services de l'État interviennent quant-à-eux en compléments des moyens mis en œuvre par le gestionnaire et de manière mutualisée avec des contrôles sur différentes thématiques, par exemple : sécurité des loisirs nautiques, plaisance, pêche, environnement marin. De plus, leurs interventions s'étendent sur l'ensemble du territoire Corse. Néanmoins, il convient de souligner que les agents de contrôle de l'État sont activement présents sur ce secteur à forts enjeux ; en témoigne les chiffres des procédures dressées ces dernières années détaillés ci-après en partie 5.1 de ce document et issus du rapport d'enquête publique, en réponse aux questions posées par la commission d'enquête en paragraphe 2.5.2 du procès-verbal des observations.

4.5. La pêche

Le paragraphe 2.6.8 du procès-verbal des observations relate les contributions émises en lien avec les activités de pêche. Il s'agit en partie d'expressions d'opinions qui n'appellent pas nécessairement de réponse : insuffisance de la réglementation ou au contraire décret trop restrictif.

En paragraphe 2.5.1, la commission d'enquête fait par ailleurs état de la contribution de la prud'homme d'Ajaccio et liste les contraintes induites selon eux par le projet de décret :
« - *l'éloignement des zones de travail et l'impossibilité de caler les filets en raison des profondeurs rencontrées,*
- *l'inadaptation de leur flotte de pêche (petites unités inférieures à 7 m),*
- *la surconsommation de carburant dans le contournement de Gargalo. »*

En premier lieu, il convient de rappeler que les éléments d'appréciation sur la pêche professionnelle portés à l'enquête publique (diagnostic de l'activité et évaluation de l'impact économique du projet de décret sur celle-ci), s'appuient sur des publications scientifiques dont notamment :

- un rapport détaillé du suivi de l'effort de pêche dans la réserve en date de 2018 (annexe 19 de la pièce n°1 : rapport d'enquête publique) ;
- un rapport scientifique sur l'évolution des stocks halieutiques d'espèces à haute valeur patrimoniale, mérous et corbs (annexe 23 de la pièce n°1 : rapport d'enquête publique) .

Les données étudiées sur cette thématique ont ainsi permis de mettre en évidence la compatibilité des pratiques de pêche avec la conservation des enjeux de patrimoine naturel. L'encadrement de la pratique est par ailleurs d'ores et déjà prévue par arrêté préfectoral pris en complément du décret :

→ Article 20 du projet de décret : « *Un arrêté préfectoral fixe les conditions dans lesquelles cette pêche s'exerce, notamment en ce qui concerne le nombre maximal de dérogations* ».

En outre, il semble pertinent de souligner que les données détaillées en annexe 19 s'intègrent dans le cadre d'un suivi régulier de l'effort de pêche mis en œuvre depuis les années 2000 au sein de la réserve (au moyen d'embarquements) et sont recueillies en coopération avec les agents du PNRC et les pêcheurs professionnels. Les résultats de ce suivi ont ainsi révélé que les pêcheurs qui bénéficient d'autorisation de pêche dans la réserve naturelle l'utilisent de manière marginale à faible dans leur activité de pêche ; et qu'en fonction de leur port d'attache, les pêcheurs n'exploitent pas l'entièreté de la réserve.

En conséquence, la révision du décret n'impacte que très faiblement la pêche professionnelle traditionnellement présente dans la réserve depuis sa création en 1975. La pratique reste en effet autorisée sur toute la partie marine à l'exception de la zone de protection intégrale qui reprend le périmètre de la zone de non prélèvement déjà présente depuis 1975. Seules les zones de protection renforcée ne seront plus accessibles aux pêcheurs en période de nidification du Balbuzard pêcheur, soit entre le 15 février et le 31 août. Hors ces zones représentent une très faible proportion de la réserve.

Sur le volet sécuritaire, la préfecture maritime a été consultée conformément au code de l'environnement. Son expertise sera transmise au ministère en charge de la protection de la nature. Le sujet a été développé précédemment en paragraphe 4.2.

Enfin, en ce qui concerne la pêche de loisirs (obs.310), celle-ci était d'ores et déjà interdite dans le décret de 1975 et aucune modification de la réglementation de cette activité n'est envisagée dans le projet de décret qui s'inscrit dans un renforcement de la protection du patrimoine naturel.

4.6. L'extension du périmètre de la réserve

Certaines observations formulées lors de l'enquête publique et relatées dans le procès-verbal des observations font référence d'une part à la nécessité d'une gestion des problématiques environnementales à une plus grande échelle :

- l'enjeu Balbuzard « concerne toute la façade ouest de la Corse », « *possibilité doit être laissée au gestionnaire comme à l'autorité maritime de réglementer dans toute la zone (ouest) et non d'interdire totalement sur une surface de 70 hectares* » (F.ALFONSI, OE6) ;
- « mener une réflexion sur la plaisance et la gestion au niveau de l'ensemble de la côte » (Obs.363) ;

et d'autre part à un projet d'extension de la réserve (observations n°38, 52, 90, 256, 310, 513).

Les maires des communes de Piana, Ota, Serriera et Galeria évoquent quant-à eux dans leur courrier commun (page 8 du procès-verbal de synthèse): « *le projet prévoit de fait une gestion différente entre l'emprise de la réserve et le reste de la côte.* »

Enfin, une observation évoque de manière plus précise une piste d'extension de la zone de protection intégrale (Obs.90).

En réponse à ces remarques, il convient tout d'abord de faire un rappel sur les compétences de chacune des parties prenantes dans la création et la gestion d'espaces protégés et sur la complémentarité des outils.

En effet, depuis la loi de 2002, le législateur a doté la Collectivité de Corse de compétences élargies dans le domaine de la protection et la mise en valeur des espaces naturels. Ainsi le code de l'environnement précise les modalités de classement d'une réserve naturelle à l'initiative de la Collectivité de Corse dans les articles R332-49 à R332-53.

En 2020, la Collectivité de Corse a officiellement acté dans une délibération (n°20/081) la démarche de création d'une réserve naturelle de Corse sur la façade maritime occidentale et a mandaté l'Office de l'environnement de la Corse pour mettre en œuvre les démarches nécessaires à la finalisation du dossier de classement, la définition précise du périmètre, et

l'élaboration du règlement de mise en œuvre de ce nouvel espace protégé marin de Corse. Il convient par ailleurs de rappeler que l'Office de l'environnement de la Corse est gestionnaire du site Natura 2000 Calvi-Cargèse et ainsi de la mise en œuvre du document d'objectif de ce site validé en 2019.

Le projet de révision du décret de la Réserve naturelle de Scandola, relevant de la compétence de l'État, intervient quant-à lui de manière distincte du processus de création d'une réserve naturelle de Corse. Il s'inscrit en réponse à l'urgence environnementale relayée par la communauté scientifique depuis plusieurs années et ayant conduit au retrait du diplôme européen des espaces protégés de la convention de Berne, mais également à en réponse à une demande de l'Assemblée de Corse. Le projet s'inscrit en outre dans un contexte délicat vis-à-vis du label UNESCO et doit permettre de garantir la préservation de l'environnement.

Réserve naturelle nationale, réserve naturelle de Corse et site Natura 2000 relèvent donc bien d'outils distincts et de modalités de gestion différentes. Néanmoins, il est important de souligner que le statut de réserve naturelle nationale constitue l'outil juridique le plus fort en termes de protection environnementale dans le droit français. De ce fait, la mise en œuvre de mesures à hauteur des enjeux est attendue dans le projet de révision du décret de la réserve naturelle de Scandola.

Toutefois, la cohérence écologique de la gestion opérationnelle de l'ensemble des aires marines protégées de la façade Ouest relève bien de la compétence de la Collectivité de Corse. Il lui appartiendra ainsi d'assurer la complémentarité de ces outils pour garantir le bon état de conservation des enjeux de patrimoine naturel.

5) Les questions et demandes de précision de la commission d'enquête

5.1. Les documents de gestion, les données Balbuzard pêcheur, les mesures d'information et de sensibilisation des publics ; et les chiffres de contrôle

En paragraphe 2.5.2, la commission d'enquête questionne le responsable du projet sur plusieurs thématiques.

Concernant la gestion opérationnelle de la réserve naturelle, l'élaboration du plan de gestion et sa mise en œuvre ont été confiées au PNRC sous le contrôle de l'OEC. C'est dans ce contexte que des bilans annuels peuvent être rédigés. Y sont synthétisées l'ensemble des actions menées par l'équipe gestionnaire et contribuant à l'atteinte des objectifs du plan de gestion. La production et le contrôle de ces documents ne relève donc pas de la compétence des services de l'État.

Le rapport d'enquête publique s'appuie quant-à-lui sur des résultats scientifiques ayant fait l'objet de publications scientifiques ou sur des rapports de suivi, disponibles au moment de la rédaction du document ; y compris pour les connaissances relatives au Balbuzard pêcheur développées à partir de la page 34 du rapport d'enquête publique.

Les données complètes de suivi du Balbuzard pêcheur opéré par l'OEC en collaboration avec le PNRC depuis 2020 sont par ailleurs disponibles en annexes 20 et 35 du rapport d'enquête publique pour les années 2021 et 2022. Un tableau récapitulatif des données entre 2020 et 2023 est également disponible page 36 du rapport d'enquête publique. Les données de 2024 n'étaient pas disponibles à la date de rédaction du rapport.

Concernant les contrôles et les dernières mesures envisagées en vue de l'information et de la sensibilisation des publics, le PNRC a été interrogé par mail en date du 7 mars 2025.

En réponse, le PNRC précise ainsi que sur les 5 dernières années (excepté en 2023 où il n'y a pas eu de procédure), il estime une moyenne de 2 procès-verbaux dressés pour la pêche illégale. Par ailleurs, des infractions relatives au survol en avion ou à la plongée en scaphandre autonome ont pu être relevées par le passé. Le PNRC précise également, qu'en saison estivale, 4 à 6 interventions par jour concernent le débarquement sur le domaine public maritime au sein de la réserve ainsi que la vitesse de circulation. Ces interventions ne donnent toutefois pas lieu à des procédures.

La part des contrôles opérés par les services de l'État ont quant-à-eux été explicités page 41 du rapport d'enquête publique :

« En 2022, sur le secteur Calvi – Cargèse, les opérations de contrôle en mer menées par la Direction de la mer et du littoral de Corse et la gendarmerie maritime ont conduit à dresser 14 procès verbaux dont 8 concernent la réserve naturelle de Scandola (le nid de Punta Palazzu). Il est remarqué que les infractions sont commises majoritairement par les plaisanciers : 11 procès verbaux sur un total de 14.

En 2023, une trentaine de contrôle en mer ont été menés par la DMLC sur ce même secteur ; 6 procès verbaux ont été dressés pour le non-respect de l'arrêté du préfet Maritime, tous à l'encontre de plaisanciers dans la réserve naturelle de Scandola. »

En 2024, contrairement aux années précédentes, aucune infraction relative au respect des zones de quiétude autour des nids de Balbuzard pêcheur n'a été relevée par les agents des services de l'action de l'État en mer lors de leurs missions de contrôle. Après plusieurs années d'application, la réglementation semble ainsi bien comprise et appliquée par les usagers.

Concernant l'information et de la sensibilisation des publics, le PNRC indique dans sa réponse qu'il fait la promotion des applications mobiles Nav&Co, relative à la réglementation, et Donia, relative au mouillage et à la protection des herbiers de Posidonie. Ainsi, lors de leurs sorties en mer, les agents du PNRC rappellent la réglementation aux plaisanciers et facilitent l'utilisation de Nav&Co par la mise à disposition d'un Qrcode permettant le téléchargement de l'application. Les agents du PNRC dédiés à la réserve naturelle opèrent par ailleurs des visites du site auprès de différents publics.

Le PNRC précise également que des panneaux d'information, financés par l'OEC, ont été installés dans toutes les capitaineries et/ou stations d'avitaillement des ports de Sagone à Galéria. D'autre part, des panneaux fixés sur la côte permettent de situer le territoire de la réserve naturelle ; et depuis 4 ans, des panneaux supplémentaires sont posés pendant la saison estivale sur les plages de l'Elbu (nord) et de Gattaghja (sud) pour rappeler l'interdiction de circuler à terre.

5.2. La définition d'un abri côtier

Dans le procès-verbal de synthèse, la commission d'enquête relate en paragraphe 2.6.10 une demande de précision relative à la contribution 342 : *« avec un permis côtier et un armement de sécurité côtier, la navigation doit se faire jusqu'à 6 miles d'un abri. Sans la*

marina d'Elbu, Galeria passe à 13 miles nautiques de Girolata sans abri maritime. Le dossier n'explique pas ce que vont faire les plaisanciers ? »

Un abri est défini comme suit dans la division 240 relative aux navires de plaisance:

« Endroit de la côte où tout engin, embarcation ou navire et son équipage peuvent se mettre en sécurité en mouillant, atterrissant ou accostant et en repartir sans assistance. Cette notion tient compte des conditions météorologiques et de mer du moment ainsi que des caractéristiques de l'engin, de l'embarcation ou du navire ».

Les abris ne répondent donc pas à une liste établie et immuable mais sont dépendant des conditions météorologiques à un instant donné ainsi que du type de navire et des compétences de l'équipage. Le projet de révision du décret ne supprime aucun abri côtier. L'interdiction nouvelle d'entrer dans des zones (zones de quiétude autour des nids de balbuzard pêcheur ou zone de protection intégrale prévues dans le projet de révision du décret) ne modifie pas la distance de l'abri. En effet, en cas de nécessité liée à des circonstances d'urgence et de sécurité, l'abri sera toujours disponible et accessible puisque la sauvegarde de la vie humaine prévaut sur le reste.

De plus, la passe de Gargalo ne constitue pas un abri côtier.

Par ailleurs, le contournement de la zone de protection intégrale représente une navigation d'une distance inférieure à 6 miles nautiques entre la baie d'Elbo et Cala di Ponte.

L'accès à la réserve pour les détenteurs d'un permis côtier est donc toujours possible.

5.3. Les survols en hélicoptère dans le secteur de l'Elpa Nera

Dans le procès-verbal de synthèse, la commission d'enquête relate en paragraphe 2.6.10 une demande de précision relative à la contribution 297 : *« Secteur "Elpa Nera" où on note la présence d'un nid de balbuzard, qu'en est-il :*

- des mouvements d'hélicoptères qui font des liaisons de ravitaillement en carburant des antennes téléphoniques,*
- du groupe électrogène et l'éclairage nocturne de l'antenne téléphonique.»*

Les services de l'aviation civile ont été questionnés sur le sujet mais ne disposent pas d'informations relatives à ces survols.

Le site <https://www.data.corsica> fait état de 3 antennes téléphoniques sur la commune de Galeria dont une sur le littoral dans le secteur de l'Elpa Nera qui se situe néanmoins à une distance d'environ 600 mètres du nid de Balbuzard pêcheur.

Par ailleurs, le périmètre de la réserve naturelle de Scandola ne présente pas de partie terrestre au niveau de la commune de Galeria.

5.4. Translocation de balbuzards pêcheur

Au paragraphe 2.6.10, la commission d'enquête demande des précisions vis-à-vis d'une expérimentation de translocation de Balbuzards pêcheurs ayant eu lieu en 2009 entre la Corse et la Toscane (Obs. 491, Association Le Garde).

Bien que ces expérimentations passées puissent avoir eu des conséquences sur la dynamique actuelle de la population de Balbuzard pêcheur ; les raisons politiques ou scientifiques ayant amené à conduire cette expérimentation sont aujourd'hui sans rapport avec le projet de révision du décret de la réserve naturelle de Scandola.

Le projet de révision a été construit à partir d'études scientifiques et de suivis ornithologiques faisant état du déclin du succès reproducteur de l'espèce ces dernières années.

Le décret se positionne ainsi en réaction à une situation documentée et chiffrée, conformément aux demandes du Gouvernement et du CNPN qui appelaient à une réponse à hauteurs des enjeux nationaux pour l'espèce.

5.5. Les prospections en hydrocarbures

En paragraphe 2.6.10, la commission d'enquête demande des précisions sur la rédaction de l'article 9 du projet de décret, jugée imprécise, en réaction à l'observation n°491 portée par l'association Le Garde.

L'extraction des matériaux concessibles donne naissance aux mines tandis que l'extraction des matériaux non concessibles relève du régime juridique des carrières (principalement matériaux de construction). Le terme minier renvoie ainsi à l'ensemble des matériaux concessibles dont font notamment parti les hydrocarbures.

Il convient en effet de se référer à l'article L111-1 du code minier qui liste les substances minérales ou fossiles relevant du régime légal des mines. On y retrouve notamment « *des hydrocarbures et des combustibles fossiles, la tourbe exceptée, qu'ils soient sous forme solide, liquide ou gazeuse, du graphite, du diamant* ». Il n'apparaît donc pas nécessaire d'ajouter les termes « recherches sismiques à fin de prospection d'hydrocarbures liquides ou gazeux » puisque ces substances sont d'ores et déjà encadrées et incluses par la rédaction actuelle. Néanmoins, ce point de vigilance sera porté à connaissance du ministère en charge de la protection de la nature.

Concernant la « volonté d'interdire » inscrite dans le tableau de comparaison des deux décrets (pièce n°3 du dossier d'enquête publique) ; il est à noter que cette volonté a bien été traduite par une interdiction clairement énoncée dans l'article 9 du projet de décret révisé.

Ainsi, l'article 9 du projet de décret révisé prends en compte l'ensemble de ces matériaux et en interdit leur exploitation sur l'ensemble du périmètre de la réserve, à terre comme en mer :

« Toute activité de recherche ou d'exploitation minière est interdite.

Toute exploitation de matériaux non concessibles à titre professionnel est interdite. »

Le reste de l'article 9 concerne par ailleurs des travaux de recherche scientifique et non de prospection en vue d'une exploitation minière ou de matériaux de carrière.